

Convention collective départementale

IDCC : 828. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES CONNEXES
(SARTHE)**

(9 janvier 1976)

(Etendue par arrêté du 27 décembre 1976,
Journal officiel du 26 novembre 1976)

■ *Journal officiel* du 5 novembre 2008

**Arrêté du 28 octobre 2008 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective départementale des
industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires de
la Manche (n° 828)**

NOR : MTST0825776A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1976 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 25 avril 2006, portant extension de la convention collective départementale des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires de la Manche du 9 janvier 1976 et d'accords qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 7 juillet 2008 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux taux effectifs garantis annuels (barèmes annexés) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 août 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires de la Manche du 9 janvier 1976, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 7 juillet 2008 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux taux effectifs garantis annuels (barèmes annexés) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes « et pour les salariés d'une aptitude physique réduite » figurant à l'alinéa 3-4 de l'article 4, ceux-ci étant non conforme aux dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail qui prohibe toute discrimination en raison du handicap.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/32, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.